

**LE JOUR, 1950**  
**07 MAI 1950**

### **LA SITUATION EN SYRIE**

Quelle que soit l'évolution de la crise ministérielle en Syrie, il faut se dire que la situation du pays voisin devient de plus en plus périlleuse. La démission du Président du Conseil, connue hier matin, encore que préparée et attendue, atteste la profondeur du malaise. Le Gouvernement de demain, de quelque façon qu'on le combine ne sera pas plus fort que le Gouvernement d'hier ; et l'armée pour invisible qu'on essaie de la rendre, n'en est pas moins présente et militante ; et elle le montre bien.

Les diverses aventures où la Syrie se trouve embarquée ne vont pas pour faciliter la tâche. Qu'il s'agisse, comme nous l'écrivions l'autre matin, de politique intérieure ou de politique religieuse et régionale, on voit la Syrie en marge de la ligne de son destin. Et ce n'est plus une solution précaire, une solution de pis-aller et de temporisation qui peut arranger les choses.

De quelque côté qu'on regarde, on ne trouve plus une force politique syrienne intacte. Elles se sont toutes usées plus ou moins sans doute, mais de telle sorte qu'à cette heure on ne voit plus, à l'œil nu, le sauveur à l'horizon. Pour notre part, nous mesurons trop les dangers d'un simple retour au passé du début de 1949 pour recommander ce retour. La formule de ces derniers mois d'autre part représente le pire. La discorde règne dans l'Assemblée et l'incertitude dans les provinces. Une dictature, par l'aggravation du régime policier, obligerait à une répression matérielle impossible en Syrie et rendrait le désordre plus grand. Le plus sage serait une large coalition.

Mais une large coalition suppose une détente sur tous les plans, un renversement quasi-total de la politique du dernier trimestre. Il faut beaucoup de sagesse, de sang-froid et de civisme pour faire triompher une telle idée, pour ramener l'ordre par la mesure, la modération et le bon sens ; tandis que la violence, fondée sur on ne sait quelles chimères, pourrait encore sourire à plus d'un.

En Syrie, où les disparités de toute nature sont si grandes, il ne s'agit plus de vivre dans l'artificiel, mais d'en sortir. Cela suppose, en vue d'une politique d'équilibre, une rencontre raisonnable de tous les visages de la nation. Quel est le Syrien suffisamment épargné par les luttes politiques pour prendre l'initiative d'une telle entreprise ?